

# “*opinion*way

## LES FRANÇAIS ET LA CITOYENNETÉ AU QUOTIDIEN

*Note de synthèse*



Septembre 2015

---

### **Vos contacts chez OpinionWay :**

**Frédéric Micheau**

Directeur des études d'opinion

Directeur de département

15, place de la République

75003 PARIS

Tel: 01 78 94 90 00

Fax : 01 78 94 90 19

[fmicheau@opinion-way.com](mailto:fmicheau@opinion-way.com)

## NOTE METHODOLOGIQUE

L'étude « *Les Français et la citoyenneté au quotidien* », réalisée pour **OuiHop** est destinée à comprendre et analyser ce que représente la citoyenneté pour les Français et comment le covoiturage urbain est perçu.

Cette étude a été réalisée auprès d'un échantillon de **1009 personnes**, représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus**, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Les interviews ont été réalisées par **questionnaire autoadministré en ligne** sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Les interviews ont été réalisées du 2 au 4 septembre 2015.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Sondage OpinionWay pour OuiHop** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : **2 à 3 points** au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

## A. Etre citoyen : une question d'équilibre

- **Pour les Français, être citoyen est avant tout une affaire de respect.** Les principaux actes citoyens sur lesquels s'accordent la majorité des Français ont trait au respect, et plus précisément le respect que l'on doit :
  - aux lois (77%),
  - aux autres : 55% des Français estiment qu'être citoyen, c'est se montrer courtois vis-à-vis des autres. Les jeunes de 18 à 24 ans en particulier identifient la courtoisie comme un acte citoyen (61%) mais aussi les personnes au chômage (64%) et celles travaillant à leur compte (61%),
  - et à l'environnement (51%)

Le vote également constitue un acte citoyen pour plus de la majorité des Français (56%). Les sympathisants des Républicains (67%) et ceux du Parti Socialiste (62%) sont les plus convaincus du lien qui unit la citoyenneté et le vote, devant les sympathisants du Front National (59%), du MoDem (58%) et de la gauche radicale (54%). En revanche, seuls 46% des personnes n'exprimant pas de préférence partisane estiment que voter est un acte essentiel de la citoyenneté.

- **Plus en retrait, le fait de payer ses impôts est considéré comme un acte citoyen par 47% des Français** et en particulier par les plus concernés par cet aspect, c'est-à-dire les plus gros contributeurs (60% des Français dont les revenus du foyer sont supérieurs à 3500 euros par mois) les retraités (56%). Les actes de solidarité et le bénévolat tiennent une place nettement moins importante : respectivement un tiers et 13% des Français qui les identifient comme des actes de citoyenneté.
- **Etre citoyen représente un équilibre entre droits et devoirs.** Le respect qu'implique la citoyenneté semble s'inscrire dans une boucle de réciprocité. Pour s'investir, participer activement à la stabilité de la société via des actes citoyens, il apparaît nécessaire de se sentir investi par la société, de se sentir intégré et partie prenante. Or, ce contrat social semble en litige pour une frange de la population : on observe ainsi une forme de désinvestissement par 10% des Français qui déclarent avoir rarement un comportement citoyen. Ce désinvestissement est plus fréquent parmi les personnes au chômage (23%) et les personnes dont le foyer gagne moins de 1000 euros par mois (22%), des populations qui peuvent parfois se sentir relativement peu investies par la société.
- **En définitive, la citoyenneté exige un juste équilibre entre droit et devoir, comme en témoignent 75% des Français.** Un clivage important existe sur la perception de cet équilibre. Plus de 40% des Français estiment qu'il y a suffisamment de droits (44%) et ce qu'il faut de devoirs (43%). Simultanément, près de 40% estiment, pour les uns, qu'il y a insuffisamment de devoirs (37%) et, pour les autres, qu'il y a insuffisamment de droits (35%).
  - Ceux qui réclament davantage d'implication dans le collectif via plus de devoirs sont davantage représentés parmi les personnes dont les revenus du foyer sont supérieurs à 3500 euros par mois (55%) et les cadres (52%).
  - Ceux qui prônent une citoyenneté où les droits seraient plus nombreux sont, eux, davantage représentés parmi les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 1000 euros par mois (52%) et les personnes au chômage (50%). La proximité partisane influence également les perceptions. Les sympathisants de la gauche radicale sont les plus nombreux à estimer

qu'il y a trop de devoirs (33%) et pas assez de droits (46%). Les sympathisants du MoDem ont davantage le sentiment que la situation actuelle est satisfaisante et qu'il y a suffisamment de devoirs (53%) et suffisamment de droits (64%), tout comme les sympathisants du PS (respectivement 49% et 56%).

- Quant aux sympathisants des Républicains et du FN, ils estiment plus que les autres qu'il n'y a pas assez de devoirs (respectivement 43% et 42%) mais ils se divisent au sujet des droits : les sympathisants des Républicains sont les plus nombreux à considérer qu'il y a trop de droits (28%) et 47% considèrent qu'il y a suffisamment de droits. Au contraire, seuls 29% des sympathisants du FN estiment qu'il y a suffisamment de droits et 45% ont davantage le sentiment qu'il n'y a pas assez de droits, contre 24% des sympathisants des Républicains.

## B. Etre citoyen parmi d'autres citoyens : des Français sceptiques mais qui restent investis

- **Les Français se montrent critiques vis-à-vis du niveau de citoyenneté moyen.** Au-delà de l'équilibre entre les droits dont on dispose et les devoirs dont on doit s'acquitter, il existe également un équilibre à trouver entre son propre investissement et celui des autres. Aujourd'hui, comme sur de nombreux sujets, les Français se montrent critiques et méfiants vis-à-vis de la citoyenneté des Français en général.
- **Les Français perçoivent la citoyenneté comme étant en déclin : pour plus de 80% des personnes interrogées, les Français ont un comportement moins citoyen qu'il y a quelques années (83%).** Cette perception est partagée tout particulièrement par les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise (93%), les personnes âgées de 65 ans et plus (91%), les personnes dont les revenus du foyer sont supérieurs à 3500 euros et plus (88%) et les sympathisants des Républicains (93%). Les ouvriers, les hommes et les femmes au foyer, les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 1000 euros et les sympathisants du MoDem sont, pour leur part, moins nombreux à partager ce sentiment (respectivement 72%, 73%, 73%, 76%).
- **Une citoyenneté menacée par le portrait de la société actuelle : une société en crise économique et morale.** Les Français sont nombreux à considérer que la citoyenneté est menacée par de multiples facteurs (en moyenne 5,4 menaces sont citées sur 14 proposées). Certaines populations en sont plus convaincues que d'autres : les personnes âgées de 65 ans et plus (6 menaces citées), les habitants de communes rurales (5,8) et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (5,9). Parmi ces facteurs, ceux sur lesquels s'accordent le plus les Français sont :
  - les incivilités (64%),
  - la tension économique dans le pays (48%), particulièrement soulignée par les personnes âgées de moins de 35 ans (47%) pour lesquels il s'agit de la menace numéro 1, au même titre que les incivilités.
  - le manque d'autorité parentale (48%),
  - et le comportement des hommes politiques (48%), un facteur vécu comme plus corrosif par les personnes n'ayant pas de diplôme (54% vs 41% pour les personnes ayant suivi des études supérieures aux DEUG).

Le repli individualiste, les inégalités sociales et l'inefficacité des pouvoirs publics sont également cités par plus de 40% des interviewés (respectivement 46%, 45% et 42%).

La perception des menaces qui pèsent sur la citoyenneté dépend également de la proximité partisane. Les partisans de la gauche radicale s'inquiètent surtout des inégalités sociales (63%), du repli individualiste (61%), de la crise économique (56%) et des discriminations (52%). Les sympathisants du PS dévoilent des préoccupations similaires mais placent les incivilités en tête (59%), devant la crise économique (55%), le repli individualiste, les inégalités sociales et les discriminations (52% chacun). Les sympathisants du MoDem et des Républicains pour déplorer avant tout les incivilités (74% chacun) et le manque d'autorité parentale (64% chacun). Quant aux sympathisants du FN, après les incivilités (67%), ils soulignent surtout le comportement des hommes politiques (57%) et l'inefficacité des pouvoirs publics (53%).

- **En découle une confiance toute relative dans l'investissement des autres : seuls 27% des Français estiment que les Français ont le plus souvent un comportement citoyen dans la vie quotidienne.** Et pourtant, lorsqu'ils s'évaluent eux-mêmes, 90% des Français estiment avoir le plus souvent un comportement citoyen au quotidien ; une indulgence envers soi-même toute naturelle certes mais le fossé est tel qu'il laisse à penser que le sentiment d'injustice en résultant pourrait à terme entraîner certains Français à se désinvestir, et ce d'autant que ceux qui ont le plus fort sentiment d'être de bons citoyens sont aussi ceux qui estiment que les Français n'ont pas un comportement citoyen.
  - Les plus âgés sont les plus enclins à considérer qu'ils ont un comportement citoyen *systématiquement* ou *souvent* (96% des personnes âgées de 65 ans et plus, contre 83% des personnes âgées de 18 à 24 ans) et les moins nombreux à en dire autant de leurs compatriotes (22% des personnes âgées de 65 ans et plus, contre 40% des personnes âgées de 18 à 24 ans).
  - Le constat est le même quand on s'attache à la proximité partisane : 96% des sympathisants des Républicains se définissent comme de bons citoyens *systématiquement* ou *souvent*, mais seuls 26% considèrent que les Français en font autant, tandis que les sympathisants de la gauche radicale ont moins le sentiment d'être de bons citoyens (83%) et se montrent moins critiques envers les autres (32%). On peut néanmoins noter une exception : les sympathisants du FN sont moins nombreux que la moyenne à se définir comme de bons citoyens (84%) mais ce sont aussi les plus critiques vis-à-vis du comportement citoyen des autres (20%).
- **Cependant, les Français se montrent relativement investis dans la vie citoyenne au quotidien.** En moyenne, les Français interrogés déclarent réaliser systématiquement ou souvent 7,8 gestes citoyens parmi les 13 suggérés. Ceux qui déclarent en faire le plus sont plus représentés parmi les personnes âgées de 65 ans et plus (8,5 vs 7,2 pour les moins de 35 ans), les personnes dont les revenus du foyer sont supérieurs à 3500 euros (8,3), les hommes et les femmes au foyer (8,3) qui plus que les autres réalisent des actions demandant un investissement conséquent, et les cadres (8,2). Ceux qui déclarent en faire le moins sont plus représentés parmi les habitants du sud-ouest (7,2) et les ouvriers (7,5).
- **On constate, et sans surprise, que plus les gestes demandent un investissement mesuré, plus ils sont réalisés volontiers par un nombre important de Français :** tenir la porte (94% déclarent le faire *systématiquement* ou *souvent*), prévenir lorsque quelqu'un vient de perdre quelque chose (91%), laisser sa place à une femme enceinte (88%), prévenir les secours (82%) : autant d'actions réalisées en quelques secondes et sans grand effort. Signaler un écart de caisse à un caissier, aider une personne âgée à porter ses courses ou un aveugle à traverser une route

ou encore s'interposer lorsque l'on est témoin d'une agression : ces actions un peu plus chronophages ou impliquant une mise en danger ou une « perte » sont réalisées régulièrement par 60% et moins des Français (respectivement 60%, 57%, 54% et 51%). Enfin, des actions demandant un investissement conséquent comme s'occuper de personnes âgées (38%) ou de personnes défavorisées (32%), donner son sang (27%) ou encore faire un don à un SDF (26%), sont nettement moins courantes.

- **On note, cependant, la place que tient l'entraide entre particuliers : 78% des Français estiment faire régulièrement preuve d'entraide.** Une telle proportion conforte dans l'idée d'une aptitude naturelle des hommes à se préoccuper des autres, à se mettre à leur place et à apprécier rendre service. L'entraide entre particuliers est plus particulièrement fréquente chez les femmes (82%), les personnes âgées de 65 ans et plus (89%), les habitants de communes rurales (87%), ainsi que les sympathisants de la gauche radicale (92%) et ceux du MoDem (87%).

## C. Le covoiturage urbain : un acte citoyen auquel on adhère mais sous condition

- **Le covoiturage urbain est perçu comme un acte citoyen motivant à plusieurs titres.** Les deux tiers des Français qualifient le covoiturage d'acte citoyen (67%). Cette conviction est plus répandue chez les personnes âgées de 18 à 24 ans, plus adeptes et consommatrices de covoiturage que d'autres populations (81%). Mais elle est aussi plus partagée par les personnes au chômage (75%).
- **Au-delà d'un moyen de faire des économies en réduisant les frais d'essence (57%), les Français disposant d'une voiture voient dans le covoiturage urbain, d'autres aspects incitatifs,** notamment la réduction de la pollution (45%), le fait de se rendre utile (36%), l'absurdité de laisser des places inutilisées dans sa voiture (34%) et le sentiment que cela fait partie du savoir-vivre (24%).
  - La priorité donnée à ces avantages varie suivant les profils. Pour les artisans, commerçant, chefs d'entreprise et les cadres, la possibilité de contribuer à la réduction de la pollution tient une place plus importante (respectivement 53% et 54%) que la potentielle réduction des frais d'essence que cela peut représenter. Potentiellement la prise en charge pour certains des frais de transport (via déduction des frais, voiture de fonction) joue un rôle dans cette hiérarchisation.
  - Pour les hommes et femmes au foyer et les personnes dont les revenus du foyer n'excèdent pas 1000 euros par moi, c'est la possibilité de se rendre utile que cela représente qui tient la première place (respectivement 50% et 51%). On observe enfin que si la possibilité que cela offre de faire des rencontres est peu citée comme incitative (14%), il existe des populations plus réceptives que d'autres à ce bénéfice : les habitants de l'agglomération parisienne (22%), les artisans, commerçant, chefs d'entreprise (22%), les personnes âgées de 18 à 24 ans (20%).

- **En tant que passager, la motivation principale, pour près de la majorité des Français, a trait à la réduction du temps de transport (42%).** Viennent ensuite la possibilité de voyager dans de meilleures conditions (26%), de ne pas faire le trajet seul (25%) et de faire de nouvelles rencontres (18%). Par ailleurs, 6% ajoutent spontanément que cela leur permettrait de faire des économies.
  - Mais, suivant les profils, on observe une importance plus ou moins forte accordée à ces différents aspects du covoiturage. Les personnes âgées de moins de 35 ans plus encore que les autres sont motivées avant tout par la possibilité de réduire leur temps de transport (51%, rang 1) quand les personnes âgées de 65 ans et plus y voient la possibilité de ne pas faire leur trajet seul (29%, rang 1).
  - De la même manière les habitants de l'agglomération parisienne y voient davantage la possibilité d'améliorer leurs conditions de trajet (37%, rang 1), quand les habitants de communes rurales y voient davantage la possibilité de ne pas voyager seul (29%, rang 2).
  - Les artisans, commerçant et chefs d'entreprise et les jeunes âgés entre 18 et 24 ans y voient davantage l'occasion de faire des rencontres intéressantes (respectivement 26% et 25%, rang 2) quand les cadres y perçoivent surtout la possibilité de voyager dans de meilleures conditions (35%, rang 2).
- **Les difficultés à faire confiance freinent le recours au covoiturage.** La mauvaise opinion qu'entretiennent les Français vis-à-vis des autres se répercute ici en constituant le premier frein au recours au covoiturage. La majorité d'entre eux, que ce soit comme conducteur ou comme passager, estiment que la première chose qui les empêcherait de faire du covoiturage est la peur de faire une mauvaise rencontre (53% lorsqu'ils s'imaginent conducteurs, pour ceux qui possèdent une voiture, et 50% lorsqu'ils s'imaginent passager) et 38% redoutent la conduite du conducteur. Les femmes sont plus nombreuses à envisager un potentiel danger. Les personnes âgées de 18 à 24 ans lorsqu'elles s'imaginent conducteurs sont également plus nombreuses à craindre de faire une mauvaise rencontre (67%).
- **Le frein suivant rend compte d'une association forte entre covoiturage et manque d'autonomie.** Qu'ils s'imaginent conducteurs ou passagers, 40% des interviewés estiment qu'ils ne feraient pas de covoiturage urbain car ils tiennent à leur indépendance : 37% en tant que conducteur ne souhaitent pas s'engager sur des horaires, 39% en tant que passager revendiquent leur besoin de ne pas être dépendant de quelqu'un d'autre. Plus que les autres, les habitants de commune rurale (44% et 48%) et les personnes âgées de 50 à 64 ans (44% et 47%) semblent avoir ce réflexe.
- **L'organisation que cela demande ne tient qu'une place secondaire dans l'esprit des Français, qu'ils se positionnent comme conducteur ou comme passager ; respectivement 24% et 20% estiment que ce serait trop complexe à organiser.** Les habitants de l'agglomération parisienne cependant apparaissent plus concernés par cet aspect (respectivement 28% et 25%). Enfin, plus en retrait, le désir d'être seul constitue le frein le moins évoqué (12% pour les passagers et 24% pour les conducteurs) sans que des populations se distinguent spécifiquement si ce n'est les interviewés les plus jeunes (respectivement 27% et 20%).



---

En conclusion, cette étude révèle plusieurs grands enseignements :

- Les Français associent avant tout la citoyenneté au respect (des lois, des autres, de l'environnement) et à un équilibre de droits et de devoirs. Cependant, la majorité d'entre eux estime qu'actuellement, l'équilibre entre droits et devoirs demandés aux citoyens n'est pas satisfaisant.
- Les Français tendent à penser que, malgré leurs propres efforts pour avoir un comportement citoyen, la citoyenneté décline dans son expression comportementale quotidienne. Le fort clivage qui se dessine entre la perception de leurs actions et celles de leurs compatriotes est le symptôme d'une grande méfiance des Français à l'égard du reste de la société.
- Dans ce contexte, le covoiturage correspond à l'image que les Français se font d'un acte citoyen : il allie le respect des personnes et de l'environnement, tout en s'inscrivant dans une logique d'équilibre où chacun (conducteur comme passager) est gagnant s'il respecte ses droits et ses devoirs.
- Les Français identifient bien tout ce qu'ils ont à gagner en passant par le covoiturage (gain de temps, économies, nouvelles rencontres, etc.) mais restent freinés par un sentiment de défiance à l'égard des autres : ils redoutent notamment de faire de mauvaises rencontres, mais également d'avoir trop d'efforts à accomplir et d'être dépendants des autres.